États-Unis et Israël condamnent Cuba au blocus. L’Ukraine s’abstient.

Le 24-11-2023

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Par Joël Perichaud, Secrétaire national du Pardem aux relations internationales

Le 2 novembre 2023, la résolution appelant les États-Unis à mettre fin au blocus de Cuba a été adoptée, pour la 31e fois. Elle a obtenu 187 voix pour, 2 contre (États-Unis et Israël) et 1 abstention (Ukraine), soit 2 voix de plus qu'en 2022. Le résultat a été ovationné par les diplomates présents à l'issue du vote… Toutefois rien ne changera pour le peuple cubain.
Année après année, depuis 1992, l'Assemblée générale de l'ONU, le plus haut organe consultatif de l'Organisation, demande aux États-Unis de lever les sanctions contre Cuba… sans effet jusqu'à présent.

Blocus étatsunien : acte de guerre économique en temps de paix

Le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez Parfila, a décrit devant l'Assemblée générale comment le blocus affecte la vie quotidienne des Cubains, depuis la nourriture jusqu'à l'énergie et aux médicaments, y compris les médicaments contre le cancer, le diabète, etc. : « *Les secteurs les plus sensibles de l'économie sont attaqués sans pitié et avec une précision chirurgicale, et l'on tente délibérément d'infliger le plus grand préjudice possible aux familles cubaines* ».
L'impact du blocus sur la vie quotidienne des Cubains se concrétise par exemple, par le fait que Cuba est empêchée d'acquérir des équipements, des dispositifs et des médicaments auprès des entreprises américaines et de leurs filiales, pour lesquels le pays doit payer des prix exorbitants à des tiers. Et le gouvernement américain ment lorsqu'il affirme que le blocus n'empêche pas l'accès aux médicaments et aux équipements médicaux car c'est exactement ce qui s'est passé lors de la pandémie de COVID-19. Car si, sur le plan sanitaire, Cuba est capable de produire 60% des médicaments dont sa population a besoin, le blocus a pour conséquence de réduire la production locale d'insuline, d'antibiotiques, d'analgésiques et autres médicaments essentiels.

Le blocus vise à déstabiliser le pays. Il s'agit d'un acte de guerre économique en temps de paix visant à éliminer la capacité du gouvernement Cubain à répondre aux besoins de la population, à créer une situation d'ingouvernabilité et à détruire l'ordre constitutionnel. Il est illégal que le gouvernement d'une puissance étrangère, aussi grande soit-elle, soumette un petit pays à des décennies de guerre économique implacable visant à un "changement de régime" afin de lui imposer un système politique différent et de se réapproprier ses ressources. Il est inacceptable de priver un peuple entier de son droit à l'autodétermination, au développement et au progrès humain. Même si tous les problèmes de Cuba ne sont pas dus au blocus, celui-ci est la principale cause des souffrances et des privations des familles cubaines. Quiconque nie le blocus, est un menteur. Il s'agit d'une violation massive, flagrante et systématique des droits humains de tout le peuple cubain et du plus grand obstacle à son développement. En effet, 80% de la population cubaine est née sous le joug du blocus, condamné pourtant depuis trois décennies. Rappelons que le blocus s'est renforcé depuis 2018, que lors des 14 premiers mois du gouvernement Biden le blocus a coûté 6,6 milliards de dollars à Cuba, que le manque à gagner du secteur énergétique et minier entre mars 2022 et février 2023 dépasse 491 millions de dollars, tandis que les pertes en matière de production d'électricité s'élèvent à 239 millions de dollars, plongeant les foyers et l'industrie dans l'obscurité et les délestages. Depuis sa mise en place, le coût total atteint 1 391 milliards de dollars. À quoi ressemblerait Cuba si elle avait pu bénéficier de ces ressources ?
Rappelons par ailleurs, que Cuba n'a pas été incluse dans les mesures d'exemption humanitaire décidées par les États-Unis, que pendant la pandémie de COVID-19 le blocus a empêché Cuba d'acheter des respirateurs, mais qu'elle en a produit elle-même, ainsi que des vaccins, que 58 brigades médicales cubaines « Henry Reeve » ont été déployées dans 42 pays et territoires pour

lutter contre la pandémie dont l'Italie, Andorre et la France en Martinique, mais que des traitements médicaux spéciaux, comme les chimiothérapies, restent inaccessibles en raison du blocus.
Rappelons encore que des entreprises allemandes et françaises ont récemment dû se retirer de l'île en raison des sanctions, que le blocus financier étrangle Cuba, et notons que dans certaines régions du monde, les ressortissants cubains ne peuvent même pas ouvrir un compte bancaire.

Cuba toujours sur la liste des pays parrainant le terrorisme !

Il faut aussi dénoncer l'inclusion de Cuba sur la liste des pays qui parrainent le terrorisme (alors qu'au contraire, Cuba est victime d'actes terroristes organisés depuis les États-Unis), le titre III de la loi Helms-Burton, qui stipule que les entreprises des États peuvent être poursuivies devant les tribunaux étatsuniens pour avoir traité avec Cuba et que le gouvernement des États-Unis consacre des dizaines de millions de dollars au financement d'acteurs politiques se livrant à des incitations à la haine contre les institutions et des citoyens cubains, en particulier Twitter et Meta (maison mère de Facebook).

Solidarité avec le peuple cubain

Le blocus économique, commercial et financier illégal et inhumain qui cause beaucoup de souffrance à l'ensemble du peuple cubain est criminel.
Mais malgré ce blocus, Cuba a notamment réussi à édifier un système social solidaire au service de son peuple et d'autres peuples du monde. En effet, dotée d'une expertise reconnue en biotechnologie, Cuba qui a déjà développé, dans les années 1980, le premier vaccin contre le méningocoque B, a mis au point ses propres vaccins, dont "Soberana 02" approuvé par les instances de l'OMS, et a proposé un bien commun mondial particulièrement destiné à soutenir la lutte contre la pandémie dans les pays du Sud… au moment où les grandes firmes pharmaceutiques engrangent, sur le dos des peuples, des profits faramineux.
Avec ce 31e vote, il est plus que temps de passer de la parole aux actes pour contraindre les États-Unis à lever enfin le blocus contre Cuba, de refuser l'extraterritorialité des lois étasuniennes qui vise à punir les pays ou entreprises qui commercent avec Cuba et de reconquérir les droits de tous les peuples et à la souveraineté politique et économique de tous les États.
La levée immédiate du blocus de Cuba est non seulement une urgence pour le peuple cubain mais aussi une urgence pour tous les peuples du monde.

Notes
- Texte de la résolution :
https://www.undocs.org/Home/Mobile?FinalSymbol=A%2F78%2FL.5&Language=E&DeviceType=Desktop&LangRequested=False
- Ne?cessite? de lever le blocus e?conomique, commercial et financier impose? a? Cuba par les E?tats-Unis d'Ame?rique.
Rapport du Secre?taire ge?ne?ral : https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N23/126/22/PDF/N2312622.pdf?OpenElement

Annexe

Lors des délibérations précédant le vote, plusieurs ambassadeurs ont pris la parole, en voici quelques extraits :
Colombie : l'ambassadeur a déclaré que « le blocus contre Cuba est l'une des mesures les plus rejetées par cette Assemblée générale ».

Leonor Zalabata Torres a souligné que les mesures affectent principalement la population et rendent difficile la réalisation de ses droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux. Le blocus permanent affecte la création d'emplois et l'ouverture d'opportunités, et affaiblit le tissu social et productif du pays.
« Les mesures coercitives unilatérales sont aggravées par l'inscription de Cuba sur la liste des pays qui soutiennent le terrorisme. Ce blocus viole les principes de la Charte des Nations Unies. » Enfin, l'ambassadeur a rappelé « le rôle que Cuba a joué et continue de jouer dans la consolidation de la paix en Colombie » et l'en a remercié.

Mexique : Le représentant a demandé la levée du blocus, car il « viole le droit international et est étranger aux valeurs sur lesquelles repose la coexistence pacifique des peuples des Amériques et des Caraïbes ». « Le Mexique condamne catégoriquement le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba depuis plus de six décennies, ainsi que la décision d'appliquer le titre III de la loi sur la liberté et la solidarité démocratique de Cuba, qui a porté atteinte non seulement à la souveraineté du peuple cubain, mais aussi aux intérêts nationaux de pays tiers », a déclaré Alicia Guadalupe Buenrostro Massieu.
L'ambassadrice a également souligné que « compte tenu de la gravité de la situation économique causée par les effets du Covid-19, les prix élevés du pétrole et les conséquences des catastrophes naturelles, la fin de ce blocus ne peut être reportée. Il ne devrait pas y avoir de sanctions unilatérales autres que celles décidées par le Conseil de sécurité des Nations unies », a-t-elle ajouté.

Le G77 et la Chine : Le représentant de l'Ouganda, s'exprimant au nom du G77 et de la Chine, a condamné la politique de renforcement du blocus de l'administration américaine. « Nous déplorons l'extension extraterritoriale de la loi Helms-Burton », a déclaré Godfrey Kwoba, qui a expliqué que son application constitue une violation manifeste de la liberté de commerce entre les nations, puisqu'elle vise à pénaliser toute transaction commerciale ou d'investissement entre un pays et Cuba.
Le G77 a également demandé que Cuba soit retiré de la liste américaine des soutiens présumés du terrorisme : « La seule chose que nous connaissons de Cuba, c'est son amitié et sa solidarité. Nous ne savons rien du terrorisme ».

Chine : Le représentant permanent adjoint Dai Bing, a déclaré que » l'imposition de mesures coercitives unilatérales contre Cuba et d'autres pays par les États-Unis d'Amérique constitue une violation des objectifs et des principes de la Charte des Nations unies. Ces mesures ont sapé le consensus international sur l'Agenda 2030, affectant le droit à la survie et au développement du peuple de Cuba et d'autres pays et affectant la coopération et le développement ; elles vont à l'encontre des politiques internationales visant à atteindre les Objectifs de développement durable ».
Dai Bing a rappelé que, depuis 1992, l'Assemblée générale a adopté plusieurs résolutions successives « appelant massivement à la levée du blocus contre Cuba (…) Il s'agit d'un appel fort de la communauté internationale qui doit être concrétisé ».
« En tant que président du G77+Chine, Cuba a joué un rôle de premier plan dans la coopération Sud-Sud cette année (…) La Chine apprécie ces efforts ».

Belize : Le représentant a souligné qu'aucun État membre n'est au-dessus de la loi et a également rejeté la classification de Cuba comme pays encourageant le terrorisme. Il s'agit d'une mesure qui aggravera les conséquences inhumaines du blocus. Il a fait référence à la solidarité de Cuba avec le Belize dans les domaines de la santé, des bourses d'études et de l'assistance technique.

Le Nicaragua a condamné le blocus « criminel » qui s'apparente même à un « crime contre l'humanité » en temps de pandémie. Il a lui aussi salué le courage du peuple de Cuba face à

l'adversité, toujours animé par « l'esprit de Fidel ».

L'Afrique du Sud a évoqué le titre III de la loi Helms-Burton qui stipule que les entreprises ou entités qui commercent avec Cuba peuvent être poursuivies devant les tribunaux américains, notant qu'une telle disposition entrave les relations économiques, commerciales et financières de Cuba avec des pays tiers.

La Jamaïque s'est inquiétée des répercussions de l'inscription de Cuba sur la liste des États soutenant le terrorisme, établie par les États-Unis, sur la manière dont les États tiers s'engagent avec Cuba, notamment en matière de coopération internationale sur la criminalité transnationale organisée.

Saint-Kitts-et-Nevis : Mme Nery Nakia Dockery a déclaré que cet embargo injuste enfonce un pieu au cœur du droit international, tourne en dérision les principes de souveraineté et de non-intervention qui régissent les relations interétatiques protégées, en vertu de la Charte des Nations Unies. Elle a affirmé que le blocus économique de Cuba constitue un acte hostile à la cohésion régionale et continentale, et que l'application extraterritoriale continue de la loi Helms-Burton, y compris son titre III, constitue un obstacle majeur au développement de Cuba. Selon la représentante, les efforts déployés par l'administration Biden pour atténuer les effets des mesures parmi les plus draconiennes imposées par l'administration précédente sont louables, mais elles ne vont pas assez loin dans la résolution des aspects les plus nocifs du blocus.
La déléguée a rappelé que pendant la pandémie de COVID-19, Cuba s'est révélé être un citoyen du monde exemplaire et bienveillant et a démontré de manière tangible sa vision humaniste. Le pays a notamment développé cinq vaccins nationaux, dont deux ont finalement été approuvés pour une utilisation internationale et ont été offerts aux nations incapables d'acheter des doses plus chères. Face à tant de magnanimité, d'altruisme et de compassion, comment Cuba peut-il légitimement continuer à être désignée par les États-Unis comme un État commanditaire du terrorisme, s'est indignée la représentante en parlant d'une désignation injustifiée, voire néocoloniale.

Grenade : Mme Nerissa Williams a fustigé le blocus imposé à Cuba qui met en danger la cohabitation pacifique entre États. Outre la levée immédiate de ce blocus, Grenade a demandé que Cuba soit rayée de la liste des pays accusés de soutenir le terrorisme. La majorité écrasante des États partagent pourtant le même point de vue vis-à-vis de Cuba, a aussi relevé la déléguée, notant que le blocus nuit au développement de la société cubaine. La Havane, en outre, a maintes fois tendu la main à d'autres pays en développement, à commencer par ses voisins immédiats, s'est émue la déléguée, « remerciant Cuba du fond du cœur pour sa solidarité à toute épreuve », et ses valeurs humaines. La réconciliation américano-cubaine obéirait au principe du multilatéralisme selon la déléguée, qui a espéré voir l'hostilité entre Washington et La Havane reléguée « dans les livres d'histoire ».

Afrique du Sud : M. Masotsha Mongezi a regretté que les résolutions successives sur la levée de l'embargo soient restées lettre morte malgré le soutien massif dont elles ont bénéficié au fil des ans. Il a dénoncé les dommages incommensurables qui ont été causés à Cuba et à son peuple par des mesures coercitives unilatérales injustifiées. Le délégué a aussi affirmé que son pays continuerait à honorer les combattants cubains ayant donné leur vie pour l'avènement d'une Afrique du Sud libre et démocratique. Il a rappelé que beaucoup de jeunes sud-africains avaient étudié à Cuba et qu'elle contribuait toujours largement à la Coopération Sud-Sud.
Il a souligné que le blocus était une injustice encore plus grave dans le contexte de l'impact sanitaire et socio-économique dévastateur de la COVID-19 et empêchait Cuba d'acheter les fournitures médicales, les équipements et les médicaments nécessaires. Il a dénoncé la désignation injuste de

Cuba par les États-Unis comme État parrainant le terrorisme ainsi que la poursuite de l'application intégrale de la loi Helms-Burton, notamment l'autorisation d'intenter des actions en justice devant les tribunaux américains en vertu de son titre III, ce qui entrave les relations économiques, commerciales et financières de Cuba avec des pays tiers.

République démocratique populaire lao : M. Anouparb Vongnorkeo a demandé la levée immédiate de l'embargo de Cuba face aux effets persistants de la pandémie de COVID-19, des calamités naturelles, des difficultés économiques et financières, des crises alimentaires et énergétiques. Il a indiqué qu'il votera en faveur du projet de résolution A/77/L.5 sur la nécessité de mettre fin à l'embargo économique, commercial et financier imposé par les États-Unis d'Amérique à Cuba.

Malaisie : M. Razali a souligné que la Malaisie a été constante dans sa position de s'opposer à l'imposition de mesures coercitives contre tout pays, y compris Cuba. Il a considéré que ces mesures sont contraires au droit international, au droit international humanitaire, à la Charte des Nations Unies et aux normes et principes qui régissent les relations pacifiques entre les États. Il a relevé que les mesures de coercition unilatérales vont à l'encontre de l'esprit de ne laisser personne de côté, comme promis par le Programme 2030 et ses ODD. Il a appelé les États-Unis et Cuba à résoudre leurs différends par des moyens pacifiques et à normaliser immédiatement leurs relations.

Pérou : Mme Julissa Emmy Macchiavello Espinoza a rappelé qu'en 2021, 184 États avaient voté en faveur de la levée du blocus imposé à Cuba, soit la quasi-totalité des États Membres. Elle a souligné que le dernier rapport du Secrétaire général évoquait une escalade des mesures du blocus depuis 2018 et dénoncé la loi Helms-Burton, notamment son titre III. La déléguée a estimé que les seules mesures coercitives légitimes étaient celles émanant du Conseil de sécurité, soulignant que lorsque qu'il avait récemment adopté de telles mesures contre Haïti, il avait bien précisé qu'elles ne devaient pas entraîner de conséquences humanitaires.

Éthiopie : Mme Tsion Mengesha a rappelé que Cuba a récemment été touchée par un ouragan et estimé que les mesures coercitives unilatérales à son encontre ont empêché son économie d'exploiter son potentiel. Elle a rappelé que les États soumis à un embargo sont désavantagés face aux changements climatiques, aux épidémies et aux menaces de sécurité transnationales. Même avec leur niveau de résilience, les mesures coercitives supplémentaires imposées à Cuba font payer un lourd tribut au bien-être du peuple cubain et doivent être stoppées, a-t-elle indiqué. Après avoir encouragé à un dialogue constructif entre les États-Unis et Cuba, la représentante a espéré que le gouvernement des États-Unis répétera la mesure qu'il a prise en 2015 et rétablira ses relations diplomatiques avec Cuba. Ces mesures devraient ouvrir la voie à une levée rapide des embargos, a-t-elle estimé.

Nicaragua : M. Jaime Hermida Castillo a condamné le blocus « criminel » contre le peuple cubain, imposé par les États-Unis contre un peuple qui a su lui résister pendant des décennies. Pour le délégué, ce blocus s'apparente même à un « crime contre l'humanité » en temps de pandémie. Il a aussi dénoncé les pressions contre les gouvernements, les institutions financières et les particuliers qui nouent des relations avec Cuba. Face à l'adversité, le peuple de Cuba, toujours animé par « l'esprit de Fidel », a produit des vaccins qui ont sauvé des peuples du monde entier. Il a salué Cuba qui se tient droit debout avec ses brigades de médecins qui, sac à dos, prennent la route pour aider les populations du monde entier pendant les épidémies ou les catastrophes. Le délégué a appelé les États-Unis à mettre sur pied un dialogue afin de tabler sur les questions en souffrance avec Cuba.

République du Congo : M. Flamel Alain Mouanda a souligné que la poursuite du blocus imposé à

Cuba était d'autant plus injuste dans le contexte de crise alimentaire, énergétique et de pandémie provoqué par la COVID-19. Il a dénoncé les souffrances « indicibles et intolérables » endurées par le peuple cubain en raison du blocus et regretté que les nombreuses résolutions adoptées en faveur de sa levée ne soient pas suivies d'effets.

Inde : M. Mijito Vinito a noté que, l'année dernière, 184 États Membres avaient voté en faveur de la levée du blocus imposé à Cuba qui, a-t-il constaté, mine le multilatéralisme et sape la réputation de l'ONU. Il a rejeté l'application extraterritoriale des lois nationales et l'application de mesures coercitives unilatérales.

Angola : M. Joao Iambeno Gimolieca a appelé à la levée de l'embargo économique, financier et commercial unilatéral imposé au peuple et au gouvernement de Cuba, se préoccupant du fait que la situation reste inchangée malgré plusieurs résolutions adoptées par l'Assemblée générale. Le blocus financier et économique de Cuba a causé de sérieux obstacles au développement économique, culturel et social de l'île, avec un impact négatif significatif sur plusieurs secteurs sensibles, tels que les services de santé publique, affectant le bien-être du peuple cubain, s'est-il inquiété. Il a insisté sur l'importance du dialogue et fait appel aux États-Unis pour qu'ils travaillent à la construction d'une nouvelle ère de relations de coopération avec Cuba, basée sur le respect mutuel, pour le bénéfice des deux pays et peuples voisins.

Jamaïque : M. Brian Christopher Manlay Wallace a dénoncé l'inscription de Cuba sur la liste des États soutenant le terrorisme, établie par les États-Unis, déplorant entre autres ses répercussions sur la manière dont les États tiers s'engagent avec Cuba, notamment en matière de coopération internationale sur la criminalité transnationale organisée. Il a aussi regretté ses répercussions sur le développement économique de Cuba, d'autant qu'elles aggravent celles du blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis à l'île, avec la pandémie de COVID-19 et autres crises énergétiques en toile de fond. Pourtant, la communauté internationale n'a eu de cesse d'exprimer son soutien à Cuba, a relevé le représentant, en voulant pour preuve les résultats favorables des votes depuis la première présentation de cette résolution en 1992. Il a ainsi appelé à un dialogue renouvelé entre Cuba et les États-Unis, à la levée de l'embargo et à la pleine inclusion de l'île dans la communauté internationale.

Panama : Mme Zoraya Cano a indiqué que le Panama base sa politique étrangère sur les principes de la Charte des Nations Unies. De ce fait, elle a souligné l'importance d'inclure tous les pays sur les voies du développement. De même, elle a insisté sur le respect du principe de la résolution pacifique des différends, avant d'appeler à la fin de ce blocus qui restreint le développement de la « République sœur de Cuba ». Elle a également réaffirmé l'attachement du Panama au multilatéralisme en tant qu'instrument approprié pour parvenir au règlement des différends entre États.

Algérie : M. Nacim Gaouaoui a considéré que toute imposition de mesures coercitives unilatérales non autorisées par les autorités compétentes des Nations Unies sur des États Membres est « totalement inacceptable ». Il a indiqué que l'Algérie, de fait, vote constamment en faveur des résolutions de l'Assemblée générale qui appellent à la levée du blocus commercial, financier et économique « injuste ». Le délégué a dénoncé la poursuite de ce blocus, en dépit de « l'écrasante majorité » des États Membres appuyant les résolutions qui appellent à sa levée. Il est déplorable qu'aucune avancée n'ait pu être réalisée à ce sujet, tandis que le peuple cubain demeure privé de conditions de vie viables, a-t-il regretté.

Gabon : M. Michel Xavier Biang a estimé qu'aucune nation ne doit en punir une autre. Il a fustigé le

blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis depuis six décennies. Le Gabon a demandé aux parties de s'engager de façon constructive dans des négociations pacifiques et a justifié son soutien à Cuba notamment par la « position internationale pacifique et coopérative » de cet État. La fin de l'embargo, selon le délégué gabonais, bénéficierait non seulement à Cuba, mais aurait un impact positif à l'échelle globale. Les États-Unis et Cuba disposent même « ensemble » d'un inestimable potentiel de coopération et de coprospérité, a-t-il ajouté, avant de soutenir le projet de résolution actuel sur la nécessité de lever le blocus imposé à Cuba.

Zimbabwe : M. Kingstone Ziyera appelé à la levée de l'embargo, le qualifiant de « fardeau superflu » dans un contexte de crises multidimensionnelles et contraire au principe de non-ingérence. Il s'est dit reconnaissant envers Cuba pour sa coopération dans le domaine médical, le pays ayant épaulé le Zimbabwe dans le contexte de la pandémie de COVID-19, et ce, en dépit du blocus limitant pourtant la marge de manœuvre de l'île Il s'est inquiété de l'augmentation du recours aux mesures coercitives unilatérales, rappelant en outre que le Zimbabwe a lui aussi souffert pendant deux décennies de sanctions imposées par certains pays occidentaux. Il a insisté sur la nécessité de lever l'embargo contre Cuba, soulignant que des relations libres et sans entraves entre Cuba et tous les pays du monde, y compris les États-Unis, bénéficieraient à tous.

Les Îles Salomon ont voté en faveur de la résolution, rappelant que depuis 1992 l'Assemblée générale avait voté tous les ans en faveur de la levée du blocus. La délégation a indiqué que depuis 2007 plus de cent médecins des Îles Salomon avaient bénéficié d'une formation médicale à Cuba. Elle a appelé les États-Unis et Cuba, deux États avec lesquels les Îles Salomon entretiennent de bonnes relations, à s'engager dans un dialogue constructif.

Le Sri Lanka a souligné l'aspect désuet du blocus et applaudi le courage du peuple cubain qui, malgré l'embargo dont il est victime, a atteint des niveaux élevés de développement humain. Il a souhaité voir plus de flexibilités de la part du gouvernement américain et a rappelé que les sanctions unilatérales ne mènent à rien.

Nauru : La représentante a estimé que le blocus menace la vie des populations cubaines en temps d'adversité et plaidé pour le respect des buts et principes de la Charte des Nations Unies.

L'Indonésie a relevé que l'Assemblée générale rejette infatigablement toute mesure freinant le droit au développement, déplorant que cela n'ait en rien empêché Cuba de subir un blocus inique l'ayant isolé du reste du monde. Elle s'est opposée à toutes les mesures coercitives unilatérales imposées dans le mépris de la souveraineté des États ciblés. Le blocus a non seulement freiné la croissance de l'économie cubaine mais aussi celui du développement de tout un peuple, déjà aux prises avec la COVID-19, a dénoncé la délégation.

Brésil : Le Brésil qui a voté cette année pour la levée du blocus alors qu'il s'était abstenu l'an passé, a insisté sur le principe selon lequel seules les sanctions adoptées par le Conseil de sécurité sont conformes aux principes de la Charte des Nations Unies. Le représentant a demandé aux États-Unis de normaliser ses relations avec Cuba en faisant remarquer que le rejet du blocus fait pratiquement consensus sur la scène internationale. Il a également demandé de retirer Cuba de la liste américaine des pays sponsors du terrorisme. L'intensification des relations économiques avec Cuba est une bonne voie à suivre pour tous les pays intéressés à soutenir le développement de l'île et l'amélioration des conditions de vie de millions de citoyens cubains, a-t-il argué.

République islamique d'Iran : C'est une violation des principes de la Charte des Nations Unies.

Le délégué iranien a accusé les États-Unis de continuer de menacer les autres États comme dans la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité (sanctions contre l’Iran).

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire